

ROYAUME DE BELGIQUE

AVIS 49.091/2/VR
49.092/2/VR
DU 25 JANVIER 2011

DE LA SECTION DE LÉGISLATION
DU CONSEIL D'ÉTAT

KONINKRIJK BELGIË

ADVIES 49.091/2/VR
49.092/2/VR
VAN 25 JANUARI 2011

VAN DE AFDELING WETGEVING
VAN DE RAAD VAN STATE

Le CONSEIL D'ÉTAT, section de législation, deuxième chambre et chambres réunies, saisi par le Président du Sénat, le 21 décembre 2010, d'une demande d'avis, dans un délai de trente jours prorogé à quarante-cinq jours^(*), sur

- une proposition de loi « complétant l'article 346-2 du Code civil, concernant l'aptitude à l'adoption » (*Doc. parl.*, Sénat, 2010, n° 5-167/1) (49.091/2/VR) ;
- une proposition de loi « modifiant l'article 346-2 du Code civil visant à simplifier la procédure lors de l'adoption d'un deuxième enfant » (*Doc. parl.*, Sénat, 2010-2011, n° 5-339/1) (49.092/2/VR),

après avoir examiné l'affaire en ses séances des 17 janvier 2011 (deuxième chambre) et 25 janvier 2011 (chambres réunies), a donné à cette dernière date l'avis suivant :

^(*) Cette prorogation résulte de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 1^o, des lois coordonnées sur le Conseil d'État qui dispose que le délai de trente jours est prorogé à quarante-cinq jours dans le cas où l'avis est donné par les chambres réunies en application de l'article 85bis.

De RAAD VAN STATE, afdeling Wetgeving, tweede kamer en verenigde kamers, op 21 december 2010 door de Voorzitter van de Senaat verzocht hem, binnen een termijn van dertig dagen verlengd tot vijfenveertig dagen^(*), van advies te dienen over

- een wetsvoorstel "tot aanvulling van artikel 346-2 van het Burgerlijk Wetboek, inzake de geschiktheid om te adopteren" (*Parl. St.*, Senaat, 2010, nr. 5-167/1) (49.091/2/VR);
- een wetsvoorstel "tot wijziging van artikel 346-2 van het Burgerlijk Wetboek teneinde de procedure bij de adoptie van een tweede kind te vereenvoudigen" (*Parl. St.*, Senaat, 2010-2011, nr. 5-339/1) (49.092/2/VR),

heeft, na de zaak te hebben onderzocht op de zittingen van 17 januari 2011 (tweede kamer) en 25 januari 2011 (verenigde kamers), op laatstvermelde datum het volgende advies gegeven:

^(*) Deze verlenging vloeit voort uit artikel 84, § 1, eerste lid, 1^o, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State waarin wordt bepaald dat de termijn van dertig dagen verlengd wordt tot vijfenveertig dagen in het geval waarin het advies gegeven wordt door de verenigde kamers met toepassing van artikel 85bis.

Comme la demande d'avis est introduite sur la base de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 1^o, des lois coordonnées sur le Conseil d'État, tel qu'il est remplacé par la loi du 2 avril 2003, la section de législation limite son examen au fondement juridique des propositions, à la compétence de l'auteur de l'acte ainsi qu'à l'accomplissement des formalités préalables, conformément à l'article 84, § 3, des lois coordonnées précitées.

Sur ces trois points, les propositions appellent les observations ci-après.

Compétence

1. Les articles 346-2 et 361-1 du Code civil, insérés par la loi du 24 avril 2003 réformant l'adoption, chargent le tribunal de la jeunesse d'apprécier l'aptitude à adopter des candidats à une adoption interne ou internationale. Ces deux dispositions précisent que, préalablement à cette appréciation de leur aptitude, les candidats doivent « avoir suivi la préparation organisée par la communauté compétente, comprenant notamment une information sur les étapes de la procédure, les effets juridiques et les autres conséquences de l'adoption ainsi que sur la possibilité et l'utilité d'un suivi post-adoptif ».

Les articles 1231-3 et 1231-27 du Code judiciaire disposent qu'à la requête unilatérale déposée devant le tribunal de la jeunesse doit être annexé le certificat attestant que la préparation visée selon le cas à l'article 346-2 ou, implicitement, à l'article 361-1, a été suivie.

Les deux propositions examinées tendent à rendre facultative la préparation à l'adoption imposée par l'article 346-2 du Code civil lorsque le ou les adoptant(s) ont déjà suivi cette formation lors d'une première adoption.

Le Président du Sénat précise dans la lettre de demande d'avis que « la commission de la Justice souhaiterait en particulier être éclairée sur la compétence de l'État fédéral dans les matières qui sont visées par ces deux propositions de loi ».

2. Dans son avis 36.407/2 du 9 février 2004 sur un avant-projet devenu le décret du 31 mars 2004 relatif à l'adoption, la section de législation a apporté la précision suivante :

« il n'appartient pas aux Communautés, mais à l'autorité fédérale, de régler les conditions auxquelles une adoption peut être prononcée. Or, les articles 346-2, alinéa 1^{er}, du Code civil et 1231-29, alinéa 1^{er}, du Code judiciaire prévoient que l'aptitude à adopter se fonde sur l'"étude sociale" que le tribunal de la jeunesse ordonne et sur le constat selon lequel une préparation à l'adoption organisée par la Communauté compétente a été suivie. Aucune disposition du Code civil ni du Code judiciaire ne soumet la recevabilité d'une demande d'adoption ou d'une demande en

constatation de l'aptitude à adopter à une intervention d'un organisme communautaire ou agréé par une Communauté qui aurait un objet autre que l'organisation de la préparation à l'adoption »¹.

Dans leur avis 38.623/VR du 19 juillet 2005, les chambres réunies de la section de législation du Conseil d'État ont défini ainsi la répartition des compétences en matière d'adoption :

« Ainsi que le Conseil d'État l'a déjà fait observer précédemment, l'adoption est une matière dont certains aspects relèvent de la compétence fédérale et d'autres de celle des communautés »².

Ce point de vue part du principe que l'autorité fédérale est compétente pour fixer les règles du droit civil relatives au statut des mineurs et de la famille, telles qu'elles sont établies par le Code civil et les lois qui le complètent (voir la réserve expresse prévue à l'article 5, § 1^{er}, II, 6°, a, de la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles). Cette compétence s'étend notamment au domaine de l'adoption. Ainsi, l'autorité fédérale est compétente pour déterminer les conditions de l'adoption ainsi que les formes, les conséquences et la révocation de celle-ci. L'autorité fédérale peut donc décider que l'aptitude à adopter des candidats adoptants est une condition de l'adoption, de sorte qu'il lui appartient aussi de définir ce qu'implique précisément cette aptitude et la manière dont elle doit être établie.

Il peut se déduire des dispositions de la loi spéciale du 8 août 1980 relatives à l'aide aux personnes, plus précisément en matière de politique familiale et de protection de la jeunesse (article 5, § 1^{er}, II, 1° et 6°), que les communautés sont compétentes, en revanche, pour fixer les règles en matière d'aide, d'accompagnement et d'assistance pouvant être fournis aux candidats adoptants et aux adoptants, ainsi qu'aux candidats adoptés et aux adoptés. En d'autres termes, la compétence des communautés en matière d'adoption s'étend à trois domaines: la préparation, la médiation et le suivi »³.

Au vu de cet avis, il n'est pas douteux que l'autorité fédérale est compétente pour définir les conditions de l'adoption et notamment l'exigence de suivre une formation. Par contre, les communautés sont compétentes pour organiser cette formation.

¹ Doc P. C. F., 2003-04, n° 509/1.

² Note infrapaginale 10 Voir C.E., section législation, avis 25.913/8 du 21 janvier 1997 sur un projet devenu le décret du 15 juillet 1997 « inzake interlandelijke adoptie », *Doc. parl.*, Parl. fl., 1996-97, n° 677/1, (27), 33-35 ; C.E., section législation, avis 28.953/4 du 26 mai 1999 sur un projet devenu l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 11 juin 1999 relatif à l'agrément des organismes d'adoption ; C.E., section législation, avis 30.036/2 du 29 mai 2000 sur un projet devenu la loi du 24 avril 2003 réformant l'adoption, *Doc. parl.*, Chambre, 2000-01, n° 50-1366-1367/1, (146), 150-153 ; C.E., section législation, avis 33.294/3 du 12 novembre 2002 sur une proposition devenue le décret du 30 avril 2004 « tot regeling van de binnenlandse en interlandelijke adoptie van kinderen », *Doc. parl.*, Parl. fl., 2001-02, n° 956/4, pp. 7-8, n° 3.1 ; C.E., section législation, avis 36.407/4 du 9 février 2004 sur un projet devenu le décret de la Communauté française du 31 mars 2004 relatif à l'adoption, *Doc. parl.*, Parl. C. F., 2003-04, n° 509/1, (38), 38 ; C.E., section législation, avis 38.387/3 du 31 mai 2005 sur un avant-projet de décret « zur Adoption » et C.E., section législation, avis 38.458/3 du 26 mai 2005 sur un avant-projet de décret « tot regeling van de interlandelijke adoptie van kinderen », *Doc. parl.*, Parl. fl., 2004-05, n° 371/1, (47), 52-55.

³ *Doc. parl.*, Chambre, 2005-06, n° 2157/1.

3. En l'état actuel de la législation⁴, l'article 346-2 du Code civil requiert qu'un candidat ait suivi la préparation organisée par la communauté compétente et en définit les éléments essentiels. Ce texte ne précise pas que la formation doit être suivie pour chaque adoption.

Un accord de coopération du 12 décembre 2005 entre l'État fédéral, la Communauté flamande, la Communauté française, la Communauté germanophone et la Commission communautaire commune relatif à la mise en oeuvre de la loi du 24 avril 2003 réformant l'adoption, prévoit que les communautés délivrent un certificat attestant du suivi de la préparation visée à l'article 346-2 du Code civil.

En Communauté française, l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 7 octobre 2005 relatif à l'adoption, tel que modifié par l'arrêté du 16 mai 2008, prévoit une formation simplifiée pour les candidats qui sont déjà des parents adoptifs (comparer les articles 23 et 24 de cet arrêté). Il se fonde sur l'article 24 du décret du 31 mars 2004 relatif à l'adoption, remplacé par le décret du 1^{er} juillet 2005, qui dispose :

« L'Autorité centrale communautaire peut mettre en place une préparation spécifique pour les candidats adoptants qui ont déjà bénéficié d'une préparation organisée par la Communauté française dans le cadre d'une adoption réalisée antérieurement, ainsi que pour les candidats adoptants visés à l'article 346-2, alinéa 3, du Code civil.

Le Gouvernement fixe le contenu de la préparation visée à l'alinéa 1^{er} ainsi que les montants et les modalités de versement des frais dus par les candidats adoptants pour leur participation à la préparation spécifique ».

En Communauté flamande⁵, la matière est régie par le décret du 15 juillet 2005 réglant l'adoption internationale d'enfants :

« Art. 4. La préparation telle que visée aux articles 346-2, alinéa premier, et 361-1, deuxième alinéa du Code civil est assurée dans un centre de préparation agréé par le Gouvernement flamand.

⁴ Voir C. Heukemes, « La préparation à l'adoption et l'appréciation de l'aptitude à adopter : comparaison entre les trois communautés », dans *Les nouveaux aspects juridiques de l'adoption : quelques thématiques spécifiques*, Les cahiers du Cefap, Bruxelles, Larcier, 2009, pp. 155-206.

⁵ Voir not. J. Gerlo en G. Verschelden, *Handboek voor familierecht*, Brugge, die keure, 2008, pp. 159-180.

Après sa présentation, l'Autorité centrale flamande renvoie l'adoptant au centre de préparation de son choix. La préparation est assurée dans un délai raisonnable après que l'adoptant s'est présenté auprès du centre de préparation. À l'issue de la préparation, le centre de préparation délivre à l'adoptant un certificat attestant qu'il a suivi la préparation.

Art. 5. Le Gouvernement flamand arrête le contenu général et la durée minimum de la préparation.

L'Autorité centrale flamande approuve les programmes de préparation et fixe les moments auxquels la préparation est assurée.

L'Autorité centrale flamande peut fixer les modalités du programme de préparation et de la participation des candidats adoptants ».

L'exécution de ces dispositions est assurée par l'arrêté du 23 septembre 2005 relatif à l'adoption internationale.

En Communauté germanophone, la matière est réglée par le décret du 21 décembre 2005 relatif à l'adoption, et par l'arrêté du Gouvernement de la Communauté germanophone du 28 septembre 2006 relatif à l'adoption.

Ces textes communautaires ne déterminent toutefois pas le caractère obligatoire de la préparation ou les conséquences de son suivi sur l'aptitude des candidats.

4. Les propositions examinées relèvent donc bien de la compétence de l'autorité fédérale. Il s'agit en effet de moduler une condition de l'adoption imposée par le Code civil.

De leur côté, les communautés peuvent organiser différentes formes de préparations, pour autant que chacune de celles-ci satisfassent aux conditions énoncées aux articles 346-2 et 361-1 du Code civil.

Examen de la proposition

Sur le fond, les propositions n'appellent pas d'observation, même s'il ne paraît pas résulter de l'état actuel de la législation fédérale que les candidats à l'adoption doivent suivre la préparation à chaque fois qu'ils entendent adopter un enfant.

La question se pose toutefois s'il ne conviendrait pas, soit de modifier pareillement l'article 361-1 du Code civil, soit de justifier, au regard du principe d'égalité, pourquoi le candidat à une adoption internationale devrait suivre une préparation pour chaque adoption alors que le candidat à une adoption nationale ne devrait la suivre qu'une seule fois.

Le caractère facultatif d'une deuxième préparation ne contrevient en effet pas à l'article 5 de la Convention de La Haye du 29 mai 1993 sur la protection des enfants et la coopération en matière internationale, selon lequel :

« Les adoptions visées par la Convention⁶ ne peuvent avoir lieu que si les autorités compétentes de l'État d'accueil :

- a) ont constaté que les futurs parents adoptifs sont qualifiés et aptes à adopter ;
 - b) se sont assurées que les futurs parents adoptifs ont été entourés des conseils nécessaires ;
- (...) ».

⁶ Il s'agit comme le précise l'article 1^{er}, a), de la Convention ainsi que l'intitulé de son chapitre II, « Conditions des adoptions internationales », dans lequel figure l'article 5.

Aangezien de adviesaanvraag ingediend is op basis van artikel 84, § 1, eerste lid, 1°, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State, zoals het is vervangen bij de wet van 2 april 2003, beperkt de afdeling Wetgeving overeenkomstig artikel 84, § 3, van de voornoemde gecoördineerde wetten haar onderzoek tot de rechtsgrond van de voorstellen, de bevoegdheid van de steller van de handeling en de te vervullen voorafgaande vormvereisten.

Wat deze drie punten betreft, geven de voorstellen aanleiding tot de volgende opmerkingen.

Bevoegdheid

1. De artikelen 346-2 en 361-1 van het Burgerlijk Wetboek, ingevoegd bij de wet van 24 april 2003 tot hervorming van de adoptie, gelasten de jeugdrechtbank de geschiktheid om te adopteren te beoordelen van de kandidaten voor een binnenlandse of buitenlandse adoptie. Deze twee bepalingen stellen dat de kandidaten, vooraleer deze geschiktheid wordt beoordeeld, "de voorbereiding [moeten] hebben gevolgd die door de bevoegde gemeenschap wordt verstrekt, en die meer bepaald de informatie inhoudt over de stappen in de procedure, de juridische en de andere gevolgen van de adoptie, en over de mogelijkheid en het nut van nazorg na de adoptie."

De artikelen 1231-3 en 1231-27 van het Gerechtelijk Wetboek bepalen dat bij het eenzijdig verzoekschrift ingediend bij de jeugdrechtbank het attest moet worden gevoegd waaruit blijkt dat de voorbereiding werd gevolgd die naargelang van het geval bedoeld wordt in artikel 346-2 of, impliciet, in artikel 361-1.

De twee voorliggende voorstellen willen de door artikel 346-2 van het Burgerlijk Wetboek opgelegde voorbereiding tot de adoptie facultatief maken wanneer de adoptant(en) deze opleiding reeds gevolgd hebben bij een eerste adoptie.

De voorzitter van de Senaat verklaart in zijn brief met de adviesaanvraag: "La commission de la Justice souhaiterait en particulier être éclairée sur la compétence de l'État fédéral dans les matières qui sont visées par ces deux propositions de loi".

2. De afdeling Wetgeving heeft de volgende precisering aangebracht in haar advies 36.407/2 van 9 februari 2004 over een voorontwerp dat ontstaan heeft gegeven aan het decreet van 31 maart 2004 betreffende de adoptie:

"il n'appartient pas aux Communautés, mais à l'autorité fédérale, de régler les conditions auxquelles une adoption peut être prononcée. Or, les articles 346-2,

alinéa 1^{er}, du Code civil et 1231 29, alinéa 1^{er}, du Code judiciaire prévoient que l'aptitude à adopter se fonde sur l'"étude sociale" que le tribunal de la jeunesse ordonne et sur le constat selon lequel une préparation à l'adoption organisée par la Communauté compétente a été suivie. Aucune disposition du Code civil ni du Code judiciaire ne soumet la recevabilité d'une demande d'adoption ou d'une demande en constatation de l'aptitude à adopter à une intervention d'un organisme communautaire ou agréé par une Communauté qui aurait un objet autre que l'organisation de la préparation à l'adoption"¹.

In hun advies 38.623/VR van 19 juli 2005 hebben de verenigde kamers van de afdeling Wetgeving van de Raad van State de verdeling van de bevoegdheden inzake adoptie als volgt bepaald:

"Zoals de Raad van State reeds eerder heeft uiteengezet, vormt de adoptie een aangelegenheid waarvan sommige aspecten behoren tot de federale bevoegdheid en andere tot de bevoegdheid van de gemeenschappen².

Uitgangspunt is dat de federale overheid bevoegd is voor het bepalen van de burgerrechtelijke regels met betrekking tot het statuut van de minderjarigen en van de familie, zoals die vastgesteld zijn in het Burgerlijk Wetboek en in de wetten tot aanvulling ervan (zie het uitdrukkelijk voorbehoud in artikel 5, § 1, II, 6°, a, van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen). Die bevoegdheid strekt zich mede uit tot het domein van de adoptie. De federale overheid is aldus bevoegd voor het bepalen van de voorwaarden voor adoptie, en van de vormen, de gevolgen en de herroeping van de adoptie. De federale overheid kan aldus van de geschiktheid van kandidaat-adoptanten om te adopteren een voorwaarde voor de adoptie maken, in welk geval het ook aan die overheid toekomt om te bepalen wat die geschiktheid precies inhoudt en hoe ze moet worden aangetoond.

Uit de bepalingen van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 in verband met de bijstand aan personen, meer bepaald inzake het gezinsbeleid en de jeugdbescherming (artikel 5, § 1, II, 1° en 6°), kan worden afgeleid dat de gemeenschappen daarentegen bevoegd zijn om regels vast te stellen in verband met de hulp, de begeleiding en de bijstand die verleend kan worden aan kandidaat-adoptanten en adoptanten, en aan kandidaat-geadopteerden en geadopteerden. De gemeenschappen zijn in het kader van de adoptie m.a.w. bevoegd voor drie domeinen: de voorbereiding, de bemiddeling en de nazorg"³.

Volgens dit advies lijkt het geen twijfel dat de federale overheid bevoegd is om de voorwaarden voor de adoptie vast te stellen, met name de verplichting om een opleiding te

¹ *Parl.St.* Fr.Parl. 2003-04, nr. 509/1.

² Voetnoot 10. Zie R.v.St., afd. wetg., advies 25.913/8 van 21 januari 1997 over het ontwerp dat geleid heeft tot het decreet van 15 juli 1997 inzake interlandelijke adoptie, *Parl. St.*, VI. Parl., 1996-97, nr. 677/1, (27), 33-35; R.v.St., afd. wetg., advies 28.953/4 van 26 mei 1999 over het ontwerp dat geleid heeft tot het besluit van de Franse Gemeenschapsregering van 11 juni 1999 "relatif à l'agrément des organismes d'adoption"; R.v.St., afd. wetg., advies 30.036/2 van 29 mei 2000 over het ontwerp dat geleid heeft tot de wet van 24 april 2003 tot hervorming van de adoptie, *Parl. St.*, Kamer, 2000-01, nr. 50-1366-1367/1, (146), 150-153; R.v.St., afd. wetg., advies 33.294/3 van 12 november 2002 over een voorstel dat geleid heeft tot het decreet van 30 april 2004 tot regeling van de binnenlandse en interlandelijke adoptie van kinderen, *Parl. St.*, VI. Parl., 2001-02, nr. 956/4, pp. 7-8, nr. 3.1; R.v.St., afd. wetg., advies 36.407/4 van 9 februari 2004 over een ontwerp dat geleid heeft tot het decreet van de Franse Gemeenschap van 31 maart 2004 "relatif à l'adoption", *Parl. St.*, Parl. Fr. Gem., 2003-04, nr. 509/1, (38), 38; R.v.St., afd. wetg., advies 38.387/3 van 31 mei 2005 over een voorontwerp van decreet "zur Adoption" en R.v.St., afd. wetg., advies 38.458/3 van 26 mei 2005 over een voorontwerp van decreet tot regeling van de interlandelijke adoptie van kinderen, *Parl. St.*, VI. Parl., 2004-05, nr. 371/1, (47), 52-55.

³ *Parl.St.* Kamer 2005-06, nr. 2157/1.

volgen. De gemeenschappen daarentegen zijn bevoegd voor de organisatie van deze opleiding.

3. In de huidige stand van de wetgeving⁴ bepaalt artikel 346-2 van het Burgerlijk Wetboek dat een kandidaat de voorbereiding moet hebben gevolgd die georganiseerd wordt door de bevoegde gemeenschap en omschrijft het de wezenlijke elementen ervan. Deze tekst bepaalt niet dat de opleiding gevolgd dient te worden voor elke adoptie.

Een samenwerkingsovereenkomst van 12 december 2005 tussen de federale Staat, de Vlaamse Gemeenschap, de Franse Gemeenschap, de Duitstalige Gemeenschap en de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie inzake de tenuitvoerlegging van de wet van 24 april 2003 tot hervorming van de adoptie bepaalt dat de gemeenschappen een attest afgeven waaruit blijkt dat de voorbereiding bedoeld in artikel 346-2 van het Burgerlijk Wetboek werd gevolgd.

In de Franse Gemeenschap maakt het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 7 oktober 2005 betreffende de adoptie, zoals gewijzigd door het besluit van 16 mei 2008, een vereenvoudigde opleiding mogelijk voor de kandidaten die reeds adoptiefouders zijn (vergelijk de artikelen 23 en 24 van dit besluit). Het besluit steunt op artikel 24 van het decreet van 31 maart 2004 betreffende de adoptie, vervangen bij het decreet van 1 juli 2005, dat luidt:

"De centrale autoriteit van de Gemeenschap kan een specifieke voorbereiding invoeren voor de kandidaat-adoptanten die al een voorbereiding hebben gevolgd, georganiseerd door de Franse Gemeenschap in het kader van een adoptie die voorafgaandelijk werd aangegaan, alsook voor de kandidaat-adoptanten bedoeld in artikel 346-2, derde lid, van het Burgerlijk Wetboek.

De Regering bepaalt de inhoud van de voorbereiding bedoeld in het eerste lid alsook de bedragen en de wijze van storting van de kosten te betalen door de kandidaat-adoptanten voor hun deelname aan de specifieke voorbereiding".

In de Vlaamse Gemeenschap⁵ wordt de aangelegenheid geregeld door het decreet van 15 juli 2005 tot regeling van de interlandelijke adoptie van kinderen:

" Art. 4. De voorbereiding, vermeld in artikel 346-2, eerste lid, en artikel 361-1, tweede lid, van het Burgerlijk Wetboek wordt gevolgd in een door de Vlaamse Regering erkend voorbereidingscentrum.

Na zijn aanmelding verwijst de Vlaamse Centrale Autoriteit de adoptant naar het voorbereidingscentrum van zijn keuze. De voorbereiding wordt gegeven binnen

⁴ Zie C. Heukemes, "La préparation à l'adoption et l'appréciation de l'aptitude à adopter : comparaison entre les trois communautés", in *Les nouveaux aspects juridiques de l'adoption : quelques thématiques spécifiques*, Les cahiers du Cefap, Brussel, Larcier, 2009, blz. 155-206.

⁵ Zie met name J. Gerlo en G. Verschelden, *Handboek voor familierecht*, Brugge, Die Keure, 2008, blz. 159-180.

een redelijke termijn nadat de adoptant zich bij het voorbereidingscentrum aangeboden heeft. Aan het einde van de voorbereiding geeft het voorbereidingscentrum aan de adoptant een attest waaruit blijkt dat hij de voorbereiding heeft gevolgd.

Art. 5. De Vlaamse Regering bepaalt de algemene inhoud en de minimumduur van de voorbereiding.

De Vlaamse Centrale Autoriteit keurt de voorbereidingsprogramma's goed en bepaalt de momenten waarop de voorbereiding wordt gegeven.

De Vlaamse Centrale Autoriteit kan nadere richtlijnen vastleggen met betrekking tot het voorbereidingsprogramma en het volgen ervan door kandidaat-adoptanten".

Het besluit van 23 september 2005 betreffende de interlandelijke adoptie voorziet in de uitvoering van deze bepalingen.

In de Duitstalige Gemeenschap wordt de aangelegenheid geregeld door het decreet van 21 december 2005 betreffende de adoptie en door het besluit van de Regering van de Duitstalige Gemeenschap van 28 september 2006 betreffende de adoptie.

Deze teksten van de gemeenschappen schrijven echter niet het verplichte karakter van de voorbereiding voor, of de gevolgen van de deelneming eraan op de geschiktheid van de kandidaten.

4. De voorliggende voorstellen vallen derhalve wel degelijk onder de bevoegdheid van de federale overheid. Ze strekken immers tot de differentiatie van een adoptievoorwaarde opgelegd door het Burgerlijk Wetboek.

Van hun kant kunnen de gemeenschappen verschillende types voorbereiding organiseren, voor zover deze voorbereidingen voldoen aan de voorwaarden vermeld in de artikelen 346-2 en 361-1 van het Burgerlijk Wetboek.

Onderzoek van het voorstel

Wat de grond van de zaak betreft, behoeven geen opmerkingen over de voorstellen te worden gemaakt, zelfs al blijkt uit de huidige stand van de federale wetgeving niet dat de kandidaten voor adoptie de voorbereiding moeten volgen elke keer dat ze een kind wensen te adopteren.

Het is echter de vraag of het niet passend zou zijn ofwel artikel 361-1 van het Burgerlijk Wetboek in die zin te wijzigen, ofwel, gelet op het gelijkheidsbeginsel, te rechtvaardigen waarom de kandidaat voor een interlandelijke adoptie een voorbereiding zou moeten volgen voor elke adoptie terwijl de kandidaat voor een nationale adoptie deze voorbereiding slechts een enkele keer zou moeten volgen.

Het facultatieve karakter van een tweede voorbereiding druist immers niet in tegen artikel 5 van het Verdrag van Den Haag van 29 mei 1993 inzake de bescherming van kinderen en de samenwerking op het gebied van de interlandelijke adoptie, dat stelt:

"Adopties als bedoeld in dit Verdrag⁶ kunnen slechts plaatsvinden indien de bevoegde autoriteiten van de Staat van opvang:

- a. hebben vastgesteld dat de aspirant-adoptiefouders aan de vereisten voor adoptie voldoen en daartoe geschikt zijn;
- b. zich ervan hebben verzekerd dat de aspirant-adoptiefouders de nodige voorlichting hebben ontvangen;

(...)"

⁶ Het betreft interlandelijke adopties, zoals blijkt uit artikel 1, a), van het Verdrag en het opschrift van hoofdstuk II van het Verdrag, "Vereisten voor interlandelijke adopties", waarin artikel 5 is opgenomen.

La chambre était composée de

Messieurs Y. KREINS,
de Heren

Mesdames P. VANDERNOOT,
de Dames M. BAGUET,

A.-C. VAN GEERSDAELE,

De kamer was samengesteld uit

président de chambre,
kamervoorzitter,

conseillers d'Etat,
staatsraden,

greffier,
griffier.

Le rapport a été présenté par
M. X. DELGRANGE, premier auditeur-chef
de section.

La concordance entre la version
française et la version néerlandaise a été
vérifiée sous le contrôle de
Mme M. BAGUET.

Het verslag werd uitgebracht door de
Heer X. DELGRANGE eerste auditeur-afdelingshoofd.

De overeenstemming tussen de Franse en de
Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van
Mevr. M. BAGUET.

LE GREFFIER – DE GRIFFIER

LE PRESIDENT – DE VOORZITTER

A.-C. VAN GEERSDAELE

Y. KREINS

Les chambres réunies étaient composées
comme suit

Messieurs
de Heren

Y. KREINS,

J. SMETS,
P. VANDERNOOT,
M. BAGUET,

Madame
Mevrouw
Messieurs
de Heren

B. SEUTIN,
J. VAN NIEUWENHOVE,

Mesdames
de Dames

J. VELAERS,
A. WEYEMBERGH,

A.-M. GOOSSENS,
A.-C. VAN GEERSDAELE,

De verenigde kamers waren samengesteld uit

président de chambre,
kamervoorzitter,

conseillers d'Etat,
staatsraden,

assesseurs de la section de législation,
assessoren van de afdeling Wetgeving,

greffiers,
griffiers.

Le rapport a été présenté par
M. X. DELGRANGE, premier auditeur-chef de
section et M. W. PAS, premier auditeur.

Het verslag werd uitgebracht door de
Heer X. DELGRANGE, eerste auditeur-afdelingshoofd
en M. W. PAS, eerste auditeur.

La concordance entre la version
française et la version néerlandaise a été
vérifiée sous le contrôle de Mme M. BAGUET.

De overeenstemming tussen de Franse en de
Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van
Mevr. M. BAGUET.

LE GREFFIER – DE GRIFFIER

LE PRESIDENT – DE VOORZITTER

A.-C. VAN GEERSDAELE

Y. KREINS